

Résolution de l'Union Européenne des Fédéralistes (19 septembre 1954)

Légende: Le 19 septembre 1954, le Comité central de l'UEF, réuni à Paris sous la présidence d'Henri Frenay, adopte à l'unanimité une résolution qui fustige la responsabilité de la France dans l'échec, le 30 août 1954, du projet de Communauté européenne de défense (CED) et appelle ses militants à la mobilisation en faveur de la mise en place d'une Assemblée constituante européenne et d'une Europe fédérale.

Source: Informations Fédéralistes. Bulletin intérieur de l'Union Européenne des Fédéralistes. Septembre 1954, n° 18. Paris. "Après le refus de la C.E.D. la bataille pour l'Europe continue", p. 1-2.

Copyright: Tous droits de reproduction, de communication au public, d'adaptation, de distribution ou de rediffusion, via Internet, un réseau interne ou tout autre moyen, strictement réservés pour tous pays.

Les documents diffusés sur ce site sont la propriété exclusive de leurs auteurs ou ayants droit.

Les demandes d'autorisation sont à adresser aux auteurs ou ayants droit concernés.

Consultez également l'avertissement juridique et les conditions d'utilisation du site.

URL: http://www.cvce.eu/obj/resolution_de_l_union_europeenne_des_federalistes_19_septembre_1954-fr-c99b2ffa-4225-403f-83b8-1fc671f20be5.html

Date de dernière mise à jour: 14/05/2013

Résolution de l'Union Européenne des Fédéralistes (19 septembre 1954)

Après le refus de la C.E.D. la bataille pour l'Europe continue

En 1950, la France avait inspiré le Traité de la C.E.D. : en 1952, l'Assemblée Nationale française en avait approuvé les principes. En 1954, le Gouvernement et le Parlement français ont consommé son échec.

Sans être exclusive, la responsabilité française est lourde, car cette décision n'affecte pas seulement la France. A travers l'unité occidentale et l'espoir de l'unité européenne, elle met en péril l'existence de chacun des pays du monde libre. L'alliance du nationalisme et du communisme, qui renforce les chances du neutralisme dans tous les pays européens, vient de donner à Moscou une grande victoire.

La situation ainsi créée est d'une extrême gravité. Partout, le neutralisme trouve sa justification dans l'attitude de la France et redresse la tête. En Allemagne, le vide créé dans la politique étrangère par l'échec de la C.E.D. ouvre la porte aux plus dangereuses tentations. En Italie, la démocratie est prise dans l'étau du communisme et du néo-fascisme. Aux Etats-Unis, une vague d'isolationnisme se dessine clairement, cependant que les militaires du Pentagone hésitent, dans leurs nouveaux plans, entre l'abandon de la défense de l'Europe et la création de l'axe Bonn-Washington. Parmi les populations européennes soumises à la domination communiste, la carence de l'Europe libre diminue la résistance à l'opresseur et pousse les hommes au découragement.

Les réactions en chaîne du nationalisme d'un pays à l'autre ne tarderont pas, si rien ne change, à créer les conditions matérielles et morales qui si souvent dans l'histoire ont mené l'Europe à sa ruine et ses enfants au charnier.

Devant ce sombre avenir, les peuples angoissés s'interrogent, car les problèmes que la C.E.D. s'offrait à résoudre restent posés. Il faut toujours que la République Fédérale allemande soit intégrée à l'Europe occidentale, qu'elle en partage les devoirs et les droits. Face au monde soviétique qui ne cesse de s'armer, la défense de l'Occident demeure un impératif catégorique; la participation allemande à cette défense est une nécessité.

Lier politiquement et économiquement l'Allemagne à l'Occident, la faire participer à la défense commune, ne point prendre à son égard de mesures discriminatoires, établir ainsi les bases de relations confiantes entre elle et la France, telles sont les données inchangées du grand problème contemporain.

Ce n'est pas l'armée nationale allemande qui résout ce problème. Nous rappelons encore une fois avec solennité les dangers qu'elle représente tant pour la démocratie dans la République Fédérale que pour les rapports avec ses voisins, dangers qui ont été sans relâche soulignés par les fédéralistes et les plus clairvoyants des hommes politiques allemands.

Des formules telles que la résurrection et la modification du pacte de Bruxelles ou l'élargissement de l'O.T.A.N. nous ramènent au système traditionnel des coalitions et des alliances dont l'histoire nous enseigne la précarité et par conséquent le danger pour l'Europe. Or, c'est à quoi on aboutit inévitablement tant que la France persiste dans le refus d'une armée européenne intégrée.

Nous le répétons ici avec force : seul un pouvoir fédéral est en mesure, dans le respect de la diversité des patries, de sauvegarder avec chacun de nos pays notre patrimoine commun.

C'est la France qui a repoussé la C.E.D. et avec elle tout le processus d'intégration économique et politique dont l'exigence impérieuse demeure. C'est en France que l'alliance des forces nationalistes et communistes a été et reste la plus puissante. Et puisque l'Europe n'est pas concevable sans la France, c'est elle qui détient la clef du problème.

Les Français doivent savoir que si la politique étrangère de leur pays ne change pas, ils aggraveront les divisions de l'Europe, c'est-à-dire la décadence de tous nos pays.

Les Français, et en premier lieu les parlementaires qui ont prouvé leur attachement à l'Europe fédérée, doivent de toute urgence rechercher et trouver les voies et les moyens pour renverser la politique qui a trouvé sa plus éclatante expression dans le rejet de la C.E.D. et dont l'aboutissement permettrait à Moscou de sonner le glas du monde occidental.

L'heure n'est plus aux propositions de conférences, de réunions d'experts, en qui, à juste titre, les peuples et les partenaires de la France n'ont plus confiance.

Il faut créer les conditions pour que la France soit en mesure de proposer aux autres gouvernements la réunion d'une Assemblée Constituante européenne, élue au suffrage universel direct et chargée de rédiger le Statut instituant les autorités politiques européennes. Ce Statut devra être soumis pour ratification à l'approbation populaire.

Pour répondre aux dangers qui s'accroissent et pour les conjurer, il faut de la part de la France un engagement politique irréversible, dont seule la hardiesse peut assurer le succès.

Notre action doit être accompagnée d'une large campagne populaire. Il est essentiel que la bataille menée en France soit soutenue politiquement et moralement par les autres nations dans un esprit de haute solidarité européenne. Il faut démontrer à chaque pays européen que, si grave que soit la situation, il reste encore des chances de s'unir que rien ne doit compromettre. Il faut dire et répéter que seule l'union fédérale apporte la solution à nos problèmes communs.

L'opposition à la C.E.D. a visé fondamentalement le caractère supranational des institutions. C'est sur ce terrain qu'il faut nous battre. Démontrer la valeur et la nécessité des institutions fédérales, souligner qu'elles peuvent seules aujourd'hui assurer la sauvegarde des patries, démasquer le caractère anachronique et dangereux du nationalisme quel que soit son nom - tels sont les devoirs que notre Mouvement entend assumer. Il doit être le promoteur, non seulement en France mais dans tous les pays européens, d'un vaste front fédéraliste qui, par delà toutes divergences, s'engagera pour obtenir la convocation d'une Assemblée Constituante européenne.

L'U.E.F. en appelle à toutes les organisations européennes, à tous les militants, à tous les citoyens de chacun de nos vieux pays, pour les conjurer d'accomplir ensemble ce suprême effort.